

# MIGUEL ÁNGEL MORATINOS

Ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne

**Jim HOAGLAND**

C'est le bon moment pour se tourner vers un expert des relations et accords internationaux, l'ancien ministre des Affaires étrangères espagnol, Miguel Ángel Moratinos.

**Miguel Angel MORATINOS**

Bonjour. Merci aux organisateurs de m'avoir invité, ainsi que mon ami Thierry de Montbrial et les autorités qataries. Je suis toujours très heureux de revenir dans mon deuxième pays, le Qatar. J'ai vécu ici à une époque et c'est toujours un plaisir de revoir de vieux amis et collègues. Je veux commencer par énoncer une évidence, que nous avons tous répétée, que ce soit le Premier ministre qatari, le ministre des Affaires étrangères français, ou mon ami Saeb et Youssef Amrani, tout le monde a souligné que nous vivons dans un nouveau monde. Le problème est que nous savons tous que nous vivons dans un nouveau monde mais nous ne répondons pas vraiment aux défis de ce nouveau monde.

Laissez-moi vous raconter ma propre expérience, le 31 décembre 1999. À la veille du nouveau millénaire, nous avons tous apprécié un bon dîner, un verre et une danse, nous attendions le nouveau millénaire et le lendemain, nous nous sommes réveillés avec la gueule de bois, nous avons enfilé nos cravates et nous sommes retournés au boulot comme tous les jours. Nous pensions que rien n'avait changé. Je me souviens qu'ltamar et Saeb étaient convaincus que la paix allait arriver entre Israël et la Palestine. Nous avons l'administration Clinton ; nous avons les meilleures conditions ; Hafez el Assad était pratiquement convaincu de faire la paix en Syrie et en Palestine. Puis il y eu le 11 septembre et tout l'édifice sécuritaire s'est écroulé. Les tours jumelles se sont effondrées et l'administration Bush a fait, selon moi, une erreur stratégique extrêmement sérieuse, puis plus rien. Nous avons continué comme si de rien n'était et nous avons dû attendre décembre 2007 et l'effondrement de Lehman Brothers. Le système financier s'est effondré, et nous n'avons rien fait. Le paradoxe, c'est que depuis le 11 septembre, le Président des États-Unis est Donald Trump. Nous devons prendre conscience que nous vivons dans un monde différent. Nous vivons dans un monde différent et cela se reflète entièrement au Moyen-Orient, l'épicentre des problèmes d'hier et d'aujourd'hui en termes de diplomatie, de terrorisme mondial, de guerre et de paix, de conflits, de réfugiés.

Nous sommes préparés à cela, ou bien nous ne sommes pas préparés à ça. Nous voulons changer et nous attaquer aux problèmes, ou nous ne voulons pas, mais il y a trois questions principales. La Syrie, sur laquelle je ne souhaite pas élaborer – le Premier ministre a déjà mentionné le cessez-le-feu, la fin des violences, la fin de la guerre. Nous allons tenter de faire cela le plus vite possible. Passons plutôt à mon domaine personnel et professionnel, le conflit israélo-palestinien. L'année prochaine, 2017, est une année spéciale. Vous savez que les diplomates et les hommes politiques aiment les références historiques. En novembre prochain auront lieu plusieurs événements historiques en lien avec le conflit israélo-arabe. La déclaration Balfour et le foyer national juif datent du 2 novembre, il y a un siècle. La résolution 181 des Nations unies sur la partition pour créer des États juifs et arabes et plusieurs zones internationales fût passée le 29 novembre, il y a soixante-dix ans. La résolution 242 du Conseil de sécurité fut passée le 22 novembre 1967, après la guerre des Six Jours.

Essayons de comprendre ce qui s'est passé pendant ces 100 ans. Nous pouvons résoudre cet ancien conflit et nous devons essayer, car l'instabilité au Moyen-Orient va continuer si la question israélo-palestinienne n'est pas résolue, même si nous voulons vaincre Daesh ou faire la paix en Syrie. Pour cette raison, nous devrions être préparés car nous

ne savons pas ce que la nouvelle administration américaine va faire. Pendant la campagne, nous avons entendu le candidat Trump faire des annonces assez extraordinaires et inquiétantes lors d'une réunion de l'AIPC, le Comité des affaires publiques israélo-américain. C'était une réunion particulière et je ne sais pas s'ils vont déménager l'ambassade américaine à Jérusalem ou s'ils vont maintenir une politique différente envers les Palestiniens.

Bien sûr, nous devons être préparés; nous ne savons pas ce qui va se passer, mais une fois pour toutes, pourquoi les Arabes et les Palestiniens n'ont-ils pas un Plan A et un Plan B au cas où les choses tournent mal? Pourquoi devons-nous attendre que Godot résolve tout ? Pourquoi les Arabes, Palestiniens, Européens ne peuvent-ils proposer aux Israéliens un plan, comme une proposition d'affaires, avec une initiative française pour tenter ensemble de résoudre le problème et mettre le gouvernement israélien dans le processus de négociations ? Mon message est que nous ne devrions pas attendre que M. Trump agisse, mais nous préparer. Youssef Armani a demandé ce que devait faire l'Europe. L'Europe ne doit pas attendre les actions des États-Unis : nous devrions prendre la barre. Le Premier ministre français a fait preuve de sagesse en déclarant qu'il continuera à mener cette initiative. C'est l'appel que je lance.

Enfin, si nous réussissons du côté des Syriens et des Palestiniens, nous devons alors nous intéresser à l'avenir de la région et je vais terminer là-dessus. Je pense que nous savons tous que Sykes-Picot est fini. Nous le savons du point de vue sécuritaire et nos amis chinois nous disent qu'il faut de la stabilité dans la région. Comment allons-nous garantir cette stabilité ? Pourquoi ne pas prendre exemple sur la sécurité européenne avec l'Acte d'Helsinki de 1975 ? Nous sommes ici à Doha, mon cher ami, et le reste de mes amis qatari, pourquoi n'ont-ils pas le courage de mettre en place un Acte de Doha, comme l'Acte d'Helsinki, pour mettre en place un système de sécurité complet et collectif pour toute la région ? C'est un paradoxe, cette absence de système de sécurité collectif au Moyen-Orient. On est soit sous le système américain, soit sous la menace iranienne. Pourquoi ne pas prendre la décision de mettre tout le monde autour d'une table, y compris les Israéliens, les Iraniens, les Arabes, les Européens, les Japonais, les Chinois, tous les acteurs qui peuvent faire en sorte que nous ayons un cadre multilatéral qui garantisse la paix, la coopération et la sécurité pour l'avenir ? Merci.